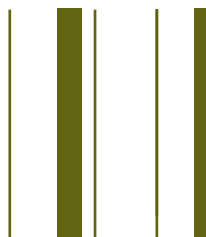




mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques

La qualité s'invente et se partage



Présenter

Observer

Guider

Rapport d'Activité 2007



Directeur de la Publication : Jacques Cabanieu
Coordination et réalisation : Franck VERCRUYSSÉ

N° ISSN : 1770 - 9466

Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques

Arche Sud

92055 La Défense Cedex

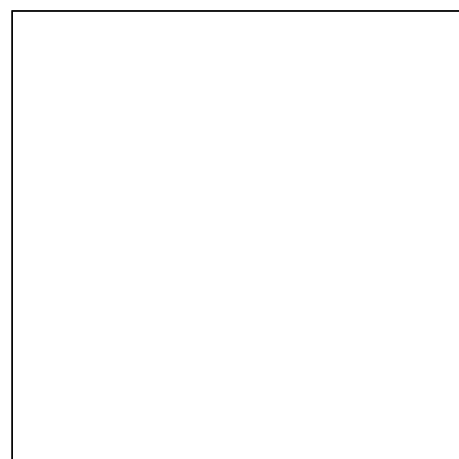
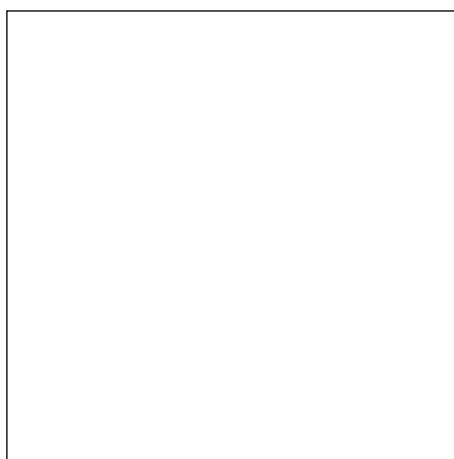
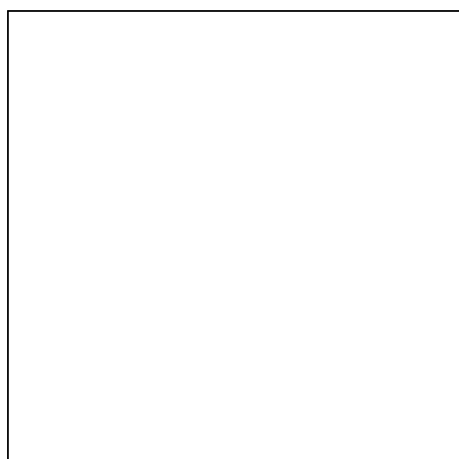
Téléphone : 01 40 81 23 30 - Télécopie : 01 40 81 23 78

www.archi.fr/MIQCP



*mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques*

Rapport d'Activité 2007





SOMMAIRE

■	EDITORIAL	5
■ I.	ACTION INTERMINISTÉRIELLE.....	7
	Mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat	8
	Observatoire Economique de l'Achat Public.....	8
	Groupes de travail ministériels	8
■ II.	ÉTUDES ET RECHERCHES.....	11
	Modèle de contrat de maîtrise d'œuvre	12
	Montages publics-privés.....	12
	Guide de sensibilisation à la programmation	12
	Suivi statistique des consultations de maîtrise d'œuvre	13
	Evaluer l'enveloppe financière prévisionnelle d'un ouvrage de bâtiment.....	13
	Conseils et recommandations : les fiches " médiations "	13
	Outils pratiques.....	14
	Professionnalisation des services de maîtrise d'ouvrage : partenariat avec le CNFPT	14
■ III.	MISSIONS AUPRÈS DU PUBLIC.....	15
	LE CONSEIL ET L'ASSISTANCE À LA MAITRISE D'OUVRAGE	16
	LA FORMATION ET SENSIBILISATION.....	28
	INFORMATION	37
■ IV.	L' ÉQUIPE	41





François KOSCIUSKO-MORIZET
Président
Ingénieur général
des Ponts et Chaussées
Maire de Sèvres

1977- 2007 : Exactement 30 ans ! 1977 était l'année d'une politique forte de l'architecture : la loi sur l'architecture, la création des CAUE, mais également celle de la MIQCP.

Bonne occasion de rappeler la vocation de la Mission et de s'interroger avec ceux qui l'animent sur l'évolution de la commande publique.

Responsabilité des maîtres d'ouvrage, professionnalisme des conducteurs d'opération, rôle déterminant des études préalables et des études de programmation, reconnaissance de la spécificité de l'acte de conception et de celle du choix de la maîtrise d'œuvre, nécessité du dialogue entre tous les partenaires : autant de conditions indispensables à la réussite des opérations.

Cette conviction nous motive et nous guide dans nos actions de conseil et d'assistance aux maîtres d'ouvrages...La qualité doit être réinventée au jour le jour, encore et encore.

Convaincre et faire partager. Point de recettes, mais un socle de savoirs-faire, de la curiosité, de l'imagination, de la réflexion, du temps pour chaque chose : voilà ce qui devrait habiter chaque maître d'ouvrage public avant de se lancer.

Les difficultés du métier de maître d'ouvrage sont bien réelles. Les exigences seront de plus en plus ardues à satisfaire si elles doivent se situer au-delà des affichages et des mots. Considération et confiance retrouvées envers les équipes de maîtrise d'œuvre seront des atouts incontournables si l'on veut réellement progresser.

Cette somme de difficultés et d'exigences ne sera pas résolue par la superposition des réglementations et des normes, par le recours hâtif à des consultants multiples et dispersés, par la recherche d'un opérateur providentiel agissant à sa place.

Personne n'a jamais contredit la MIQCP sur le rôle central de la maîtrise d'ouvrage publique. Les temps sont sans doute venus de faire porter un véritable effort sur le renouveau professionnel et culturel de cette dernière.

François Kosciusko-Morizet
Président de la MIQCP





ACTION INTERMINISTÉRIELLE

La présence de la MIQCP dans les instances et les groupes de travail interministériels lui permet d'apporter les enseignements tirés de son contact quotidien avec les praticiens de la commande publique aux évolutions envisagées. Elle peut ainsi proposer les mesures susceptibles de favoriser la qualité des constructions publiques.

Mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat

L'année 2006 avait été essentiellement marquée par l'implication de la MIQCP dans la réforme du code des marchés publics. En 2007, cette présence dans les instances ou groupes de travail interministériels s'est prolongée dans le souci d'apporter les enseignements tirés de son contact quotidien avec les praticiens.

La MAPPP (Mission d'Appui aux Partenariats Public-Privé), installée fin mai 2005, en application de l'ordonnance instituant les contrats de partenariat (CP), a une triple rôle : informer et promouvoir le nouvel outil auprès des acteurs concernés ; aider à la mise en œuvre des CP dans la préparation, la négociation et le suivi des contrats (côté personne publique) ; valider l'évaluation préalable après vérification de l'éligibilité du projet (proposé par les administrations de l'Etat).

Son comité d'orientation, dont la MIQCP fait partie, s'est réuni les 30 mai 2007, 21 novembre 2007 et 14 décembre 2007 pour faire le point sur l'évolution du contexte. En particulier, en fin d'année, a été présenté le projet de loi modifiant l'ordonnance du 17 juin 2004 relative aux contrats de partenariat. A cette occasion, la MIQCP a proposé ou appuyé des amendements concernant notamment la cession à la personne privée des contrats de maîtrise d'œuvre passés par la personne publique et l'introduction dans le texte d'une obligation d'indemnisation des concurrents du dialogue compétitif lorsque les demandes de la personne publique impliquent un investissement significatif pour les candidats (ainsi que cela est prévu à l'article 49 du Code des Marchés Publics).

La MIQCP a été en outre consultée sur la préparation par la MAPPP de certaines fiches techniques dont celle sur la « fiabilité des estimations des coûts dans les projets de contrat de partenariat ».

Observatoire Economique de l'Achat Public

L'Observatoire Economique de l'Achat Public (OEAP), mis en place au sein du Ministère des Finances en novembre 2005, représente une instance permanente de concertation entre tous les acteurs de la commande publique. Il tient à disposition une information relative aux aspects techniques et économiques intéressant l'achat public.

Dans ce cadre, dix Groupes d'Etudes des Marchés (GEM) ont été mis en place en mars 2007 fonctionnant au travers de comités et de sous-groupes.

La MIQCP participe à l'atelier « PME et commande publique » dont les thèmes de réflexion sont « PME innovantes et commande publique », « groupements de commande », « expression des besoins et critères de sélection des entreprises ». Une première réunion s'est tenue à Bercy le 21 novembre 2007.

La Mission a aussi une contribution active au groupe de travail « construction » (bâtiment et travaux publics) au sein de l'atelier « Impact économique de l'achat durable », animé par le MEEDDAT, qui travaille sur le coût global dans les marchés publics de maîtrise d'œuvre et de travaux et réfléchit sur les solutions pour une meilleure prise en compte du développement durable dans les pratiques de construction. La première réunion de ce groupe a eu lieu le 11 décembre 2007.

Groupes de travail ministériels

Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT)

Conseil Général des Ponts et Chaussées

Au sein du Conseil Général des Ponts et Chaussées (CGPC), la Mission fait partie, en tant que personnalité qualifiée, du collège « Ingénierie d'Appui Territorial ».

De nombreux services du ministère peuvent être sollicités sur le sujet des partenariats public-privé (PPP) dans leur mission d'assistant à la maîtrise d'ouvrage soit au titre de l'Etat, soit comme conseil des collectivités locales. Le collège a donc organisé une réunion le 20 février 2007 sur ce thème d'actualité encore peu défriché. Pour cela, il a demandé les témoignages de la mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat public-privé (MAPPP), du Centre d'Études Techniques de l'Équipement Nord - Picardie (CETE) et de la MIQCP. A cette occasion, la Mission a pu présenter ses travaux d'enquêtes menées en 2005-2006 sur « Les évolutions de la politique PFI (Private Finance Initiative) concernant les bâtiments publics en Grande-Bretagne » et insister sur les aspects intéressants à retenir pour le développement de ce type de contrat dans le contexte français.

La Mission a été questionnée par Messieurs Debiesse, Calgaro et Delacroix chargé par le CGPC d'un rapport sur « La prise en compte de la complexité technique dans les processus de conception et de réalisation des constructions publiques ».

Direction des Affaires Economiques et Internationales (DAEI)

La Mission a participé au groupe de travail piloté par la Direction des Affaires Economiques et Internationales (DAEI) sur le prix et les coûts de la construction à l'achèvement des travaux. Un rapport final a été préparé au cours de l'année 2007.

La MIQCP apporte son concours à la mise au point, par le MEEDDAT, du Progiciel de Rédaction Automatisé des Marchés

Le groupe d'experts, initié par la DAEI et dont la MIQCP fait partie, s'est en particulier consacré à l'examen des projets de CCAG mis en consultation par le ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi.

Ce groupe a également commencé la rédaction d'un accord-cadre

Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)

Maîtrise d'œuvre sur les orgues protégés

Concernant la maîtrise d'œuvre des travaux sur les orgues protégés au titre des monuments historiques, la Mission a apporté sa réflexion sur l'élaboration d'un décret traitant des « techniciens conseil » et de leur mission portant sur les orgues et le patrimoine instrumental.

Maîtrise d'œuvre sur les monuments historiques

Concernant le statut et les interventions de Architectes en Chef des Monuments Historiques (ACMH), la MIQCP a poursuivi son action d'appui au travail de réforme mené par la sous-direction des monuments historiques. Outre ses propositions sur le contenu des missions de maîtrise d'œuvre des ACMH, elle a apporté sa contribution dans la rédaction de l'arrêté sur la rémunération lorsqu'ils interviennent pour l'Etat.

Nouveaux Albums des Jeunes Architectes et Paysagistes

La MIQCP est membre du Cercle de parrainage des NAJAP qui a accueilli les lauréats de la session 2005/2006, et lancé la consultation pour désigner les lauréats des « Nouveaux Albums des Jeunes Architectes » et les Nouveaux Albums des Jeunes Paysagistes », session 2008.

Architectes-conseils de la Direction des Musées de France

Une rencontre d'information avec les architectes-conseils de la direction des Musées de France a été organisée le 7 novembre 2007 sur les évolutions réglementaires, les nouvelles recommandations de la Mission et les échanges d'expériences.

Mission Interministérielle d'Inspection du Logement Social (MILOS)

La Mission a rencontré la MILOS pour renouveler des offres de services tant en matière de diffusion de nos recommandations qu'en matière de formation ou d'échanges sur les textes de la commande publique et leur évolution.

Cette offre devrait déboucher sur une formation (loi MOP) assurée par la Mission en 2008 à l'attention des contrôleurs.

Ministère de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Locales

La Mission, après concertation avec la Sous-Direction des Compétences et des Institutions Locales, a adressé à toutes les Préfectures (Direction des Relations avec les Collectivités Locales) une note conjointe Direction Générale des Collectivités Locales – MIQCP leur rappelant le rôle de la MIQCP, leur adressant les dernières fiches Médiations sur le Code des Marchés Publics 2006. Ils seront régulièrement destinataires des documents réalisés par la Mission.



II

ÉTUDES ET RECHERCHES

*Les méthodes proposées
ou les recommandations de la MIQCP
se doivent d'être en parfaite adéquation avec le
besoin du terrain. Pour nourrir son propos,
la Mission enquête sur les pratiques
quotidiennes des acteurs de la commande.*

*Elle organise des groupes informels
de discussion où les professionnels mettent
en perspective leur connaissance du système
français, dans ses points forts et ses points
faibles, afin d'en anticiper, si nécessaire,
les ajustements.*

L'objectif de sensibilisation en faveur de la qualité, au regard du nombre et de la disparité des collectivités susceptibles de commander un ouvrage de bâtiment ou une infrastructure publique, passe par la communication. C'est ainsi que la Mission Interministérielle publie régulièrement plusieurs catégories d'ouvrages : une série de guides à caractère technique dits de la "collection", des fiches, généralement à caractère plutôt juridique, dites "fiches médiations", ainsi que des outils pratiques d'aide à la rédaction. Ces ouvrages habituellement diffusés sous forme "papier" sont de plus en plus téléchargés à partir du site Internet de la Mission.

Modèle de contrat de maîtrise d'œuvre

Le groupe de travail piloté par l'ordre des architectes et rassemblant les principaux partenaires de la maîtrise d'œuvre et la MIOCP, a finalisé deux nouveaux modèles de marché public de maîtrise d'œuvre pour des opérations de réhabilitation de bâtiments : l'un relatif à la mission "diagnostic", l'autre relatif à la "mission de base".

Ces documents sont disponibles sur le site Internet de la MIOCP à la rubrique "Publications/Documents pratiques".

Montages publics-privés

L'étude, menée en collaboration avec un juriste privé, sur les montages contractuels complexes (bâtiments publics et partenariat privé) se prolonge pour tenir compte des nombreux textes et projets de lois modificatifs en cours de débat sur ce thème.

Le travail entrepris par la MIOCP a pour but de présenter les caractéristiques des principaux montages public-privé envisageables dans le domaine, de rappeler les enjeux, autres que juridiques, qui s'y attachent et de suggérer au maître d'ouvrage public une démarche d'analyse par étapes qui pourrait le conduire au choix de tel ou tel montage, de préférence à un processus traditionnel de commande publique.

La question spécifique de la conception et de la maîtrise d'œuvre dans l'établissement de ces contrats globaux y sera particulièrement analysée. La première ambition du propos est de donner des repères et de décrire les points de vigilance.

Guide de sensibilisation à la programmation

La Mission a rédigé, en 1994, un ouvrage de recommandations à destination des maîtres d'ouvrage publics et proposant une démarche d'études de programmation. Cet ouvrage « Programmation des constructions publiques » a été actualisé en 2001 et est disponible aux Editions du Moniteur.

Toujours aussi convaincue de l'importance de cette étape, pour l'obtention d'un équipement de qualité, la MIOCP a décidé de rédiger un guide de sensibilisation sur le sujet. Pour ce faire, elle a demandé à deux programmistes de l'assister dans la réalisation de celui-ci.

Afin qu'elle réponde pleinement aux attentes des maîtres d'ouvrage, la rédaction du guide a été précédée d'interviews de maîtres d'ouvrage, assistants à maîtrise d'ouvrage et professionnels concernés.

Ce guide dont la rédaction a été finalisée fin 2007, a été édité au cours du premier semestre 2008.

Suivi statistique des consultations de maîtrise d'œuvre

Comme chaque année depuis 1993, la MIOCP recense, à partir des annonces publiées au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP), le nombre des consultations publiques de maîtrise d'œuvre. Une analyse de ces annonces est faite en fonction de la nature de la consultation (concours, procédures négociées,...), de la nature du maître d'ouvrage (Etat, Collectivités territoriales) et de la nature de l'opération (neuf, réhabilitation).

Ce travail de collecte lui permet de mesurer les volumes de commandes, mais également d'analyser les pratiques des maîtres d'ouvrage.

Une note de synthèse portant sur les deux dernières années enquêtées (2005-2006) a été rédigée et mise en ligne ainsi que publié au Moniteur des Travaux Publics..

Evaluer l'enveloppe prévisionnelle d'un ouvrage de bâtiment

L'étude portant sur les bonnes pratiques en matière de détermination des enveloppes prévisionnelles ainsi que les consultations prévues ont pu être achevées au cours du dernier trimestre 2007.

Ainsi, l'ouvrage de la « collection » de la MIOCP qui leur fait suite, intitulé « Evaluer l'enveloppe prévisionnelle d'un bâtiment » est actuellement en cours de maquette et pourra donc être diffusé, selon les modalités habituelles, dès le premier trimestre 2008.

Il n'est pas d'autre méthode que de s'entourer, dès le tout début de l'opération, des expertises nécessaires en matière de programmation et d'économie de la construction, de mettre en place une conduite de projet professionnelle, clairement mandatée et légitimée, capable de "maîtriser les coûts" et "d'éviter les dérapages" que l'on attribue trop souvent, et sans toujours le discernement approprié, aux opérations de constructions publiques.

La Mission espère, à travers cet ouvrage, faire acte de sensibilisation et de prévention car les opérations de qualité ne seront obtenues que si les maîtres d'ouvrage les fondent sur des bases financières réalistes.

Conseils et recommandations : les fiches "médiations"

Médiations 11-2

Après la réforme du Code des Marchés Publics entrée en application le 1er septembre 2006, la MIOCP avait publié une fiche "médiations" n° 11.1 consacrée aux modalités de choix de la maîtrise d'œuvre dans la cadre des procédures adaptées.

L'article 74, dédié à la maîtrise d'œuvre est ainsi libellé : *"Dans le cas de marchés de maîtrise d'œuvre passés en procédure adaptée, toute remise de prestation donne lieu au versement d'une prime.."*

Cette phrase consacre indirectement la possibilité, pour les maîtres d'ouvrage, de demander un début de prestation de maîtrise d'œuvre lors d'une procédure adaptée.

Dès lors, la Mission a estimé devoir encadrer cette nouvelle mesure afin d'éviter les possibles excès, que ces derniers soient liés à des niveaux d'élaboration de projets sans commune mesure avec l'enjeu, ou à des niveaux de primes sans commune mesure avec l'investissement des candidats.

Ainsi et en complément de la fiche n° 11.1, la MIOCP a proposé, dans un "médiations" n° 11.2, un concept de prestation légère, intitulé "intention architecturale ", qui permettrait aux candidats d'illustrer leur démarche intellectuelle, leurs idées fondatrices ou options face au

Outils pratiques

projet de la maîtrise d'ouvrage, mais surtout de nourrir le dialogue avec cette dernière. Concrètement, le « rendu », volontairement réduit, et la préparation de l'entretien sont estimés à 3 ou 5 jours de travail donnant lieu à 2 500 ou 3 500 euros d'indemnité. Cette fiche n'a pu être diffusée, alors que la très grande majorité des missions de maîtrise d'œuvre est dévolue à travers les procédures adaptées et que les maîtres d'ouvrages souhaitent évaluer les capacités et la sensibilité des concepteurs plus finement et directement, au-delà des seuls critères de « compétences, références et moyens » ou des montants d'honoraires proposés.

Ayant observé les difficultés rencontrées par les maîtres d'ouvrage pour rédiger leur avis et leur règlement de consultation de maîtrise d'œuvre, la MIQCP propose de mettre à la disposition des maîtres d'ouvrage des exemples afin de leur faciliter la tâche et ce, d'autant plus que la rédaction de ces documents est fondamentale pour obtenir des candidatures de qualité et choisir la meilleure équipe de maîtrise d'œuvre.

Ainsi, ont été publiés deux fascicules de cette série portant sur un exemple commenté d'avis d'appel public à la concurrence et de règlement de concours de maîtrise d'œuvre ainsi que sur un exemple commenté d'avis d'appel public à la concurrence et de règlement de consultation en procédure adaptée de maîtrise d'œuvre avec remise de prestation.

Professionnalisation des services de maîtrise d'ouvrage : partenariat avec le CNFPT

Le besoin de formation des services de maîtrise d'ouvrage publique, dans un contexte de décentralisation et de complexité administrative est manifeste. La MIQCP et le CNFPT se sont rapprochés dès 2005 afin de mettre en place un cycle de formation professionnalisante destinés aux cadres territoriaux en charge des constructions publiques. Le programme de formation est élaboré à partir d'un référentiel propre à l'Ecole Nationale d'Application des Cadres Territoriaux (ENACT) de Montpellier et correspond à la durée d'un DESS (200 heures).

L'originalité et la complexité de la démarche adoptée pour définir le contenu de cette formation résident dans le fait que celui-ci n'est pas la transposition pure et simple de stages déjà existants mais l'aboutissement d'un travail basé sur l'analyse minutieuse des activités et compétences jugées nécessaires pour le bon exercice de la fonction de maître d'ouvrage public. Le programme a été soumis à l'approbation du CNFPT. Il est prévu que la première formation de ce type aura lieu à l'ENACT de Montpellier à partir de février 2008.



III

MISSIONS AUPRÈS DU PUBLIC

La mission première de la MIQCP est d'aider à mettre en place les conditions de la qualité des ouvrages édifiés pour le compte des collectivités publiques. A ce titre, elle assure un rôle de conseil, d'information et de sensibilisation auprès des maîtres d'ouvrage publics et des prestataires qu'ils associent à leurs projets.

Les architectes-consultants

CONSEIL ET ASSISTANCE À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

La préoccupation constante de la MIQCP est de se mettre au service des professionnels de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. L'activité de conseil et d'assistance au quotidien, malgré les fortes contraintes qu'elle implique, lui permet, outre le service rendu, de conserver une connaissance fine de la réalité des pratiques et de mesurer les attentes particulières des acteurs de la commande architecturale et urbaine.

Renouvellement des architectes-consultants

La Mission interministérielle, depuis ses origines, s'est attachée le concours d'architectes-consultants. Ces architectes, professionnellement reconnus, sont appelés à aider ponctuellement la MIQCP dans ses travaux de réflexion sur les processus de commande, mais surtout, sont amenés à participer, à la demande des maîtres d'ouvrage publics, aux jurys de concours ou aux commissions composées comme un jury mis en place par ces derniers.

Ces architectes consultants étaient au nombre de 40, mais ces derniers temps et malgré l'effectif, leur charge professionnelle les amenait trop souvent à décliner les demandes de missions. Ainsi, il a été décidé d'augmenter le nombre des consultants afin de mieux répondre aux demandes des maîtres d'ouvrage, de faire appel aux nouvelles générations, et de mettre en place, à cette occasion, un contrat de quatre ans.

Un avis d'appel à candidatures a été publié au « Moniteur des Travaux Publics » le 16 février 2007 et une commission a été constituée, réunissant la MIQCP, les directeurs de la Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (DGUHC) représentant le MEEDDAT et de la Direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA) représentant le ministère de la Culture, ainsi que plusieurs architectes extérieurs.

Il était demandé aux candidats de justifier d'une bonne expérience professionnelle dans le domaine des constructions publiques, d'avoir réalisé des opérations de qualité et, à travers une lettre personnelle, de témoigner de leur motivation, de leur expérience de juré et de leur sens pédagogique.

Il a été reçu 127 dossiers de candidature au total, parmi lesquels ceux des architectes consultants actuels qui souhaitaient se représenter.

Le jury, qui s'est tenu le 19 avril 2007, a choisi de retenir au total 49 architectes parmi lesquels 19 nouveaux entrants.

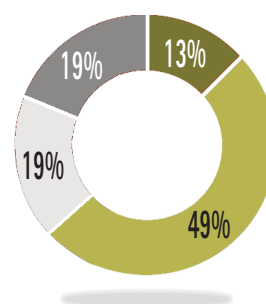
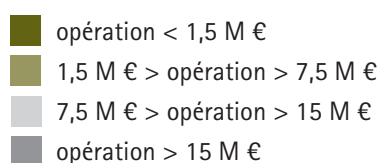
Deux réunions d'accueil et de préparation à leur mission ont été organisées les 10 et 24 mai à l'intention des architectes nouvellement recrutés.

Intervention dans les jurys

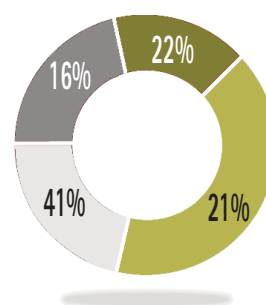
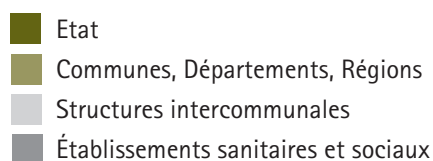
Les architectes-consultants ont participé en 2007 à 174 réunions de jury de concours. La liste de celles-ci, montrant la diversité des opérations pour lesquelles la MIQCP est sollicitée, figure dans les pages suivantes.

Ces interventions qui concernent le plus souvent (près de deux fois sur trois) des équipements appartenant aux domaines de l'enseignement, de la santé, de la culture et des sports et loisirs, peuvent s'analyser :

• En fonction du montant des opérations :



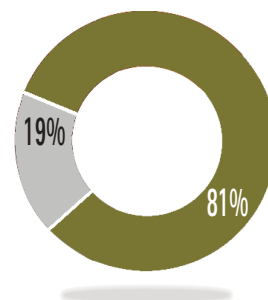
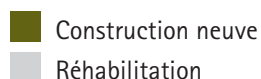
• En fonction de la nature du maître d'ouvrage



On constate que 84% des interventions des architecte-consultants sont effectuées pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Elles concernent le plus souvent des équipements appartenant aux domaines de l'enseignement, de la santé de la culture, et des sports et loisirs.

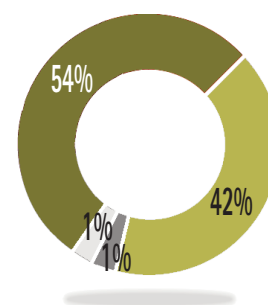
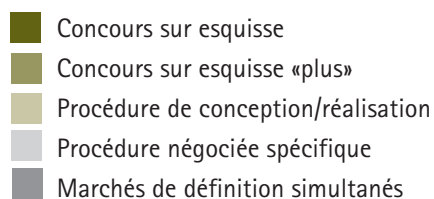
La statistique des opérations est proche de celle qui est mesurée par la MIQCP dans le cadre de enquêtes effectuées depuis une dizaine d'années, ceci à partir des annonces parues dans le BOAMP. En effet, ces statistiques montrent que 85% à 90% des consultations de maîtrise d'œuvre sont lancées par les collectivités.

• *En fonction de la nature de l'opération :*



Ce résultat n'est pas très éloigné des données statistiques qui situent la part du neuf entre 60% et 70% suivant les années. Le fait que les architectes-consultants soient essentiellement appelés dans les procédures de concours explique que la part du neuf représente un pourcentage plus élevé (81%) pour les opérations suivies par la Mission, le concours étant obligatoire pour les opérations de constructions neuves au-dessus des seuils européens.

• *En fonction du mode de consultation :*



Les architectes-consultants de la MIQCP interviennent presque exclusivement dans des jurys de concours; c'est l'activité principale et traditionnelle de ces consultants.

Notons que cette présence de la MIQCP dans les consultations de maîtrise d'œuvre constitue une source essentielle d'informations en provenance du terrain.

La participation des architectes- consultants aux jurys

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
JANVIER					
12/01	CANNES	Réhabilitation d'un groupe scolaire	Ville de Cannes	J	Bougeard
16/01	BOIGNY-SUR-BIONNE	Construction gymnase et salle polyvalente	Ville de Boigny-sur-Bionne	S	Dumétier
16/01	LAGNY-SUR-MARNE	Construction d'un foyer pour handicapés	Sybdicat intercomm.CPRH Lagny	S	Brunet
18/01	NANTERRE	Construction d'un hôtel de police à Issy	Conseil général des Hauts-de-Seine	J	Daniel
26/01	SCEAUX	Rénovation de la maison de retraite	Maison de retraite de Sceaux	J	Dottelonde
30/01	GOURNAY-EN-BRAY	Construction d'un espace culturel	Ville de Gournay-en-Bray	J	Desmoulin
31/01	BELFORT	Construction du site médian du centre hospitalier	Centre hospitalier de Belfort-Montbéliard	J	Guervilly
FÉVRIER					
01/02	LE BROC	Création d'un ensemble immobilier	CC Les Coteaux d'Azur	S	Warnant
01/02	LAGNY-SUR-MARNE	Construction du futur centre technique municipal	Ville de Lagny-sur-Marne	J	Brunet
01/02	PARIS	Programme de logements sociaux à Garges	Immobilière 3F	S	Dottelonde
01/02	LUNEL	Construction d'une halle des sports	CC Pays de Lunel	S	Kock
02/02	VERSAILLES	Construction d'un centre de rétention administrative	Ministère de la Justice	S	Duval
05/02	PARIS	Construction d'un centre de secours à Ivry-sur-Seine	Préfecture de Police de Paris	J	Colombier
06/02	MONTPELLIER	Restructuration bâtiment à usage de rech. médicale	INSERM	PNS	Berlottier
07/02	PARIS	Construction d'un bât. Institut de Génomique Marine	Université Pierre et Marie Curie - Paris	S	Ricciotti
08/02	NANTES	Réalisation d'un centre de tri	Nantes Métropole	J	Tribel
08/02	PARIS	Construction de la maison des sciences et de l'Homme	Université Paris 13	J	Dubor
09/02	CASTELNAU-LE-LEZ	Construction d'un élab. pour personnes âgées	Ville de Castelnau-le-Lez	S	Hellin
12/02	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	Rénovation de la gare de St-Quentin-en-Yvelines	Comm. d'agglo. de St-Quentin	S	Philippon
13/02	PARIS	Modernisation de centre op. des pompiers de Paris	Préfecture de Police de Paris	J	Bougeard
14/02	SAINT-HERBLAIN	Construction d'une unité de soins	UGE CAM Bretagne Pays-de-Loire	S	Bermond-P.
14/02	FOULAYRONNES	Réhabilitation du centre de secours d'Agen	SDIS du Lot-et-Garonne	S	Remon
14/02	ROYAN	Requalification du palais des congrès	Ville de Royan	J	Desmoulin
14/02	BRIIS-SOUS-FORGE	Reconstruction de la station d'épuration	Syndic. Inter. de Briis-sous-Forge	C-R	Vetter
16/02	CLICHY	Réhabilitation de résidences	OPHLM de Clichy	S	Bougeard
28/02	SOISSONS	Aménagements urbains et espaces publics	Ville de Soissons	J	Bougeard
MARS					
07/03	FOULAYRONNES	Réhabilitation du centre de secours d'Agen	SDIS du Lot-et-Garonne	J	Remon
09/03	LA GARENNE-COLOMBES	Construction d'une médiathèque	Ville de La Garenne-Colombes	J	Weil
13/03	VILLENEUVE-LA-GARENNE	Construction de la MJC et d'un gymnase	Ville de Villeneuve-la-Garenne	J	Weil
13/03	DUCLAIR	Construction d'un centre multisports	DDE de Seine-Maritime	J	Duval
14/03	NANTES	Construction d'un ensemble immobilier de bureaux	Conseil Général de Loire-Atlantique	S	Bermond-P.
15/03	NUITS-SAINT-GEORGES	Construction d'un pôle scolaire	CC du Pays de Nuits	S	Desmoulin
19/03	DREUX	Réhabilitation et extension d'un théâtre	Ville de Dreux	J	Vetter
20/03	SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE	Construction de divers bâtiments	CEA - Agence ITER France	S	Brout
20/03	QUIMPER	Réhabilitation et extension du siège de la CAF	CAF du Sud-Finistère	J	Bassez
22/03	SAINT-DIÉ-DES-VOSGES	Construction d'un hôtel de police	Société d'Équipement Vosgienne	J	Spitz
22/03	LAGNY-SUR-MARNE	Construction d'un foyer pour handicapés	Sybdicat intercomm.CPRH Lagny	J	Brunet
29/03	RENNES	Construction de centres de secours	SDIS d'Ille-et-Vilaine	J	Dubois
30/03	PARIS	Reconstruction d'une station de pompage	Syndicat des Eaux d'Île-de-France	S	Daniel

* S : Sélection des candidats
 J : Jugement
 AdC : Audition des Candidats
 PNS : Procédure Négociée Spécifique
 MdD : Marché de Définition
 A : Autres

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
AVRIL					
02/04	DEUIL-LA-BARRE	Construction d'un équipement natique	Comm.d'Agglo.Vallée de Montmorency	J	Vetter
05/04	LE BROU	Création d'un ensemble immobilier	CC Les Coteaux d'Azur	J	Warnant
05/04	POITIERS	Construction d'un bâtiment du pôle de gériatrie	CHU de Poitiers	S	VandeWynghaert
06/04	NICE	Construction d'un parking à l'aéroport	CCI Nice-Côte d'Azur	S	Loupiac-Roux
10/04	NUITS-SAINT-GEORGES	Construction d'un pôle scolaire	CC du Pays de Nuits	S	Desmoulin
11/04	CLICHY	Réhabilitation de résidences	OPHLM de Clichy	S	Bougéard
12/04	LUNEL	Construction d'une halle des sports	CC Pays de Lunel	J	Kock
16/04	RUNGIS	Construction d'une crèche	Ville de Rungis	S	Dottelonde
17/04	CHAMBERY	Opération immobilière à l'INES	Conseil Général de Savoie	J	Delord
20/04	TROYES	Extension de l'Hôtel de Département	Conseil Général de l'Aube	S	VandeWynghaert
20/04	CHAMBERY	Construction d'un groupe scolaire	DDE de Savoie	J	Delord
23/04	SEVRES	Déconstruction/reconstruction d'une école primaire	Ville de Sèvres	J	Gautrand
26/04	NANTERRE	Construction d'un école et d'un gymnase	Conseil Général des Hauts-de-Seine	S	Dubor
26/04	RENNES	Construction/réhabilitation d'un bâtiment médical	Centre Hospitalier Guillaume Rénier	J	Duval
27/04	PARIS	Réhabilitation et extension d'un gymnase	Université Paris 13	S	Guyard
MAI					
03/05	CERGY-PONTOISE	Construction d'un collège	Conseil Général du Val-d'Oise	S	Berlottier
03/05	BOULOGNE-BILLANCOURT	Création d'une scène des musiques actuelles	Ville de Boulogne-Billancourt	J	Barani
03/05	CASTELNAU-LE-LEZ	Construction d'un étab. pour personnes âgées	Ville de Castelnau-le-Lez	J	Hellin
09/05	PARIS	Construction de la Maison des langues	Conseil Régional d'Ile-de-France	J	Dottelonde
10/05	POINTE NOIRE	Restructuration/extension de l'hôpital	Centre Hospitalier L.D. Beauperthuy	S	Desmoulin
10/05	COGNIN	Réalisation d'un nouveau quartier de l'agglo.	Ville de Cognin	MdD	Spitz
10/05	PORNIC	Restructuration/extension d'une piscine	CC de Pornic	S	Warnant
11/05	AVIGNON	Construction du centre de secours principal	SDIS du Vaucluse	S	Hellin
11/05	SAINT-ETIENNE	Opération immobilière du centre Ingénierie Santé	Comm. d'agglo. de Saint-Etienne	J	Dubois
14/05	BERCK-SUR-MER	Construction d'une salle polyvalente	Ville de Berck-sur-Mer	J	Bouchez
16/05	VALBONNE	Construction de dojo et de salles de réunion	Sté Valbonnaise d'Aménagement	J	Yedid
22/05	BOIGNY-SUR-BIONNE	Construction gymnase et salle polyvalente	Ville de Boigny-sur-Bionne	J	Dumetier
24/05	NICE	Projet «Pôle aviation légère»	Aéroport Nice-Côte d'Azur	J	Brout
24/05	JARNAC	Restructuration/extension de l'hôpital	Hôpital de Jarnac	S	Daniel
31/05	FONTENAY-AUX-ROSES	Restructuration d'une maison de retraite	Maison de retraite du Parc	S	Duval
31/05	CANNES	Construction de 40 logements PLUS-PLAI	Office Public de l'Habitat de Cannes	S	Bougéard
JUIN					
01/06	PARIS	Construction d'un bât. Institut de Génétique Marine	Université Pierre et Marie Curie - Paris	J	Guervilly
04/06	MONTARGIS	Restructuration d'une école	Ville de Montargis	S	Reichardt
04/06	DIJON	Reconstruction d'un groupe scolaire	Ville de Dijon	S	Warnant
05/06	VERSAILLES	Construction d'un centre de rétention administrative	Ministère de la Justice	J	Duval
08/06	SAINT-MANDÉ	Construction du siège de l'IGN	Ministère de l'Ecologie	S	Yedid
14/06	FONTAINEBLEAU	Construction d'un bloc obstétrical	Centre hospitalier de Fontainebleau	S	Bermont-P.
20/06	SAVIGNY-SUR-ORGE	Reconstruction de l'EHPAD	Résidence «Le domaine de Charaintru»	S	Loupiac-Roux
21/06	HAUTEVILLE-LOMPNES	Construction d'un groupe scolaire	Ville d'Hauteville-Lompnes	S	Drevet
21/06	ACY-ROMANCE	Reconstruction d'un foyer pour handicapés	DDE des Ardennes	J	Dumetier
21/06	SAINT-HERBLAIN	Construction d'une unité de soins longs séjours	UGECAM Bretagne-Pays de Loire	J	Bermond-P.
25/06	SCEAUX	Réhabilitation d'une piscine	Ville de Sceaux	S	Berlottier
25/06	BRY-SUR-MARNE	Création d'une maternité	Hôpital Saint-Camille	S	Guervilly

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
26/06	RODEZ	Construction du musée Soulages	Comm. d'Agglo. Grand Rodez	S	Colombier
26/06	CARCASSONNE	Construction d'un bâtiment de l'école des Arts	Comm. d'Agglo. de Carcassonne	S	Bassez
27/06	CHATEAUX	Construction d'un centre d'éducation routière	DDE de l'Indre	S	Delord
28/06	MANTES-LA-VILLE	Opération immobilière «L'îlot de Plaisance»	Ville de Mantes-la-Ville	S	Dubor
JUILLET					
02/07	NANTERRE	Reconstruction d'un collège à Boulogne	Conseil Général des Hauts-de-Seine	J	Guervilly
02/07	MONTICELLO	Construction d'une école	Ville de Monticello	S	Deshoulières
03/07	NICE	Construction d'un parc de stationnement	CCI Nice-Côte d'Azur	J	Loupiac-Roux
03/07	VALLAURIS	Restructuration d'un EHPAD	Centre de long séjour de Vallauris	J	Chapuis
04/07	RUNGIS	Construction d'une crèche	Ville de Rungis	J	Chassais
05/07	POITIERS	Construction d'un bâtiment du pôle de gériatrie	CHU de Poitiers	J	Bonneville
05/07	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	Construction d'un nouveau bâtiment	Centre hospitalier Poissy-St Germain	S	Duval
06/07	AY-MAREUIL	Reconstruction d'un station d'épuration	CC de la Grande Vallée de la Marne	S	Tabet
10/07	MIRECOURT	Reconstruction et extension d'un hôpital	Hôpital Val de Madon	J	Sogno
11/07	ST-LAURENT-DU-MARONI	Construction d'un centre hospitalier	Centre hospitalier de l'Ouest Guyannais	S	Colombier
12/07	MENTON	Construction du musée Jean Cocteau	Ville de Menton	S	Gonzalez
16/07	PARIS	Construction d'un bât. de formation et recherche	ENSAM	S	Yedid
17/07	SAINT-PALAIS	Construction et réhabilitation d'écoles	Ville de Saint-Palais	S	Lajus
26/07	NUITS-SAINT-GEORGES	Construction d'un pôle scolaire	CC du Pays de Nuits	J	Desmoulin
26/07	ANSE	Construction d'une piscine	CC Beaujolais-Saône-Pierre-Dorée	S	Petit
27/07	LYON	Construction d'un bât. des archives départementales	Conseil Général du Rhône	S	Petit
27/07	PERPIGNAN	Création d'un accueil au palais des Rois de Majorque	Conseil Général des Pyrénées Orientales	S	Grino
30/07	VALDAHON	Aménagements d'activités et d'hébergements	CC du Pays de Pierrefontaine-Vercel	S	Warnant
AOÛT					
27/08	LUXEUIL-LES-BAINS	Construction d'une école	Ville de Luxeuil-les-Bains	S	Warnant
SEPTEMBRE					
05/09	NANTES	Construction d'un ensemble immobilier de bureaux	Conseil Général de Loire-Atlantique	J	Bermond-P.
06/09	MODANE	Construction d'un EHPAD	Hôpital local de Modane	S	Bassez
07/09	LE PECQ-SUR-SEINE	Reconstruction d'un groupe scolaire	Ville du Pecq-sur-Seine	S	Weissmann
07/09	FONTAINEBLEAU	Construction d'un bâtiment provisoire	Centre hospitalier de Fontainebleau	C-R	Bermond-P.
11/09	HOUILLES	Travaux d'extension d'un gymnase	Ville de Houilles	S	Dubor
13/09	CHAMPTOCE-SUR-LOIRE	Restructuration/extension d'un EHPAD	EHPAD de Champtocé-sur-Loire	S	Duvert
13/09	CORBIE	Construction d'une médiathèque	CC du Val-de-Somme	J	Warnant
14/09	LOUDUN	Construction d'un pôle gériatrie	Centre hospitalier de Loudun	S	Ripault
19/09	SAINT-OUEN	Rénovation/extension d'une école maternelle	Ville de Saint-Ouen	S	Duval
20/09	PARIS	Réhabilitation/extension d'un gymnase	Université Paris 13	J	Guyard
20/09	NANTERRE	Construction d'une école et d'un gymnase	Conseil Général des Hauts-de-Seine	J	Dubor
20/09	FONTAINEBLEAU	Construction d'un bloc obstétrical	Centre hospitalier de Fontainebleau	J	Bermond-P.
25/09	AIX-EN-PROVENCE	Bât. du centre des Lettres et des Sc. Humaines	Université de Provence	S	Javal
26/09	SAINT-MARTIN-DE-SANZAY	Restructuration/extension d'un EHPAD	EHPAD Notre-Dame-des-Neiges	S	Mauffret
26/09	PARIS	Reconstruction d'une station de relèvement	Syndicat des Eaux d'Ile-de-France	S	Guffroy
27/09	SAINT-JEAN-DE-BRAY	Construction d'un centre aquatique	Ville de Saint-Jean-de-Bray	S	Gérin
27/09	HAUTEVILLE-LOMPNES	Construction d'un groupe scolaire	Ville d'Hauteville-Lompnes	J	Drevet

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
28/09	VALDAHON	Aménagements d'activités et d'hébergements	CC du Pays de Pierrefontaine-Vercel	J	Warnant
OCTOBRE					
01/10	FONTENAY-AUX-ROSES	Restructuration du marché aux comestibles	Ville de Fontenay-aux-Roses	S	Daniel
01/10	PORNIC	Restructuration/extension d'une piscine	CC de Pornic	J	Warnant
03/10	LE MANS	Construction Cité des musiques, danse et art dramatique	Ville du Mans	J	Bermond-P.
05/10	MANTES-LA-VILLE	Opération immobilière «L'îlot de Plaisance»	Ville de Mantes-la-Ville	J	Dubor
05/10	MÉRICOURT	Construction d'une médiathèque	Ville de Méricourt	S	Bassez
08/10	FONTENAY-AUX-ROSES	Restructuration d'une maison de retraite	Maison de retraite du Parc	J	Duval
09/10	BOUXWILLER	Rénovation d'un musée	Ville de Bouxwiller	S	Bouchez
10/10	BEAUVAIS	Rénovation du musée départemental de l'Oise	Conseil Général de l'Oise	S	Sogno
10/10	PERPIGNAN	Construction d'un bâtiment de l'UFR des STAPS	Université de Perpignan	S	Delord
10/10	MONTICELLO	Construction d'une école	Ville de Monticello	J	Deshoulières
10/10	DRAGUIGNAN	Construction d'un pôle culturel	Comm.d'Agglo. dracénoise	S	Grino
10/10	DRAGUIGNAN	Construction d'un pôle culturel	Comm.d'Agglo. dracénoise	S	Gonzalez
11/10	ALLONNES	Construction de 246 lits de psychiatrie	Centre hospitalier de la Sarthe	S	Bermond-P.
12/10	MONTÉLIMAR	Construction d'un bâtiment de gériatrie	Centre hospitalier de gériatrie	S	Chapuis
15/10	PARIS	Réaménagement d'un bât. sur l'ancien site du CEA	Préfecture de Police de Paris	S	Bonneville
15/10	OYONNAX	Installation du musée du Peigne et de la Plasturgie	Ville d'Oyonnax	S	Petit
16/10	NANTES	Construction d'un CIS à Guérande	SDIS de Loire-Atlantique	S	Duchier
16/10	DIEPPE	Construction d'un centre d'hospitalisation	Centre hospitalier de Dieppe	C-R	Duval
17/10	JARNAC	Restructuration/extension de l'hôpital	Hôpital de Jarnac	J	Daniel
18/10	GATTIÈRES	Construction d'un ensemble immobilier	CC Les Côteaux d'Azur	J	Fanzutti
24/10	PARIS	Construction d'un bât. de formation et recherche	ENSAM	J	Desmoulin
25/10	SAINT-PAUL-LES-DURANCE	Construction de divers bâtiments	CEA - Agence ITER France	J	Brout
25/10	SAINT-NICOLAS-LEZ-ARRAS	Construction d'un centre administratif	Ville de Saint-Nicolas-lez-Arras	S	Ripault
NOVEMBRE					
05/11	NOGENT-LE-RETROU	Construction d'un complexe de 3 salles de cinéma	Ville de Nogent-le-Retrou	S	Risterucci
09/11	SAINT-MANDÉ	Construction du siège de l'IGN	Ministère de l'Ecologie	J	Yedid
12/11	HOUILLES	Travaux d'extension d'un gymnase	Ville de Houilles	J	Dubor
12/11	BORDEAUX	Construction d'un collège à La Réole	Conseil Général de Gironde	S	Bonneville
12/11	CHÂTEAUROUX	Construction d'un centre d'éducation routière	DDE de l'Indre	J	Delord
13/11	COLMAR	Restructuration de la Maison de l'Alsace	Conseil Général du Haut-Rhin	S	Guffroy
15/11	SAINT-MARTIN-DU-BOIS	Reconstruction d'une maison de retraite	Maison de retraite de Saint-Martin	S	Deshoulières
21/11	MELLE	Création d'une salle de colloques	Ville de Melle	S	Risterucci
22/11	ROANNE	Restructuration d'un groupe scolaire	Ville de Roanne	S	Gérin
23/11	DIJON	Restructuration d'un groupe scolaire	Ville de Dijon	J	Warnant
23/11	IS-SUR-TILLE	Restructuration de l'hôpital local	Hôpital local d'Is-sur-Tille	S	Guyard
27/11	BOUXWILLER	Rénovation d'un musée	Ville de Bouxwiller	S	Bouchez
28/11	PARIS	Reconstruction du centre de secors de Livry	Préfecture de Police de Paris	S	Loupiac-Roux
30/11	LONS-LE-SAUNIER	Palmarès départ. de l'architecture 2007	CAUE du Jura	S	Chapuis
DECEMBRE					
03/12	SAVIGNY-SUR-ORGE	Reconstruction de l'EHPAD	Résidence «Le domaine de Charaintru»	J	Loupiac-Roux

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
04/12	SAINT-OUEN	Rénovation/extension d'une école maternelle	Ville de Saint-Ouen	J	Duval
04/12	BEAUVAIS	Construction d'une tour de contrôle et annexes	Direction Générale de l'Aviation Civile	S	Chassais
05/12	LA COURONNE	Construction d'une maison d'accueil spécialisée	Centre hospitalier Camille Claudel	S	Deshoulières
07/12	LA LOUPE	Réhabilitation d'une salle des fêtes	Ville de La Loupe	S	Guffroy
07/12	TROYES	Extension de l'hôtel de Département	Conseil Général de l'Aube	J	Decaris
07/12	PARIS	Réhabilitation de l'hôpital Sainte-Anne-INSERM	INSERM	S	Javal
11/12	BANYULS-SUR-MER	Constr. d'un bât. pour l'observatoire océanographique	Université Pierre et Marie Curie	S	Guervilly
11/12	GOULOUX	Aménagement paysager du Saut de Gouloux	CC des Grands Lacs du Morvan	S	Barbier
12/12	SAINT-LAURENT-DU-MARONI	Construction d'un centre hospitalier	Centre hospitalier de l'Ouest Guyannais	J	Colombier
13/12	MENTON	Construction du musée Jean Cocteau	Ville de Menton	J	Gonzalez
14/12	MARTIGUES	Création d'une école de musique	Ville de Martigues	S	Nicolas
17/12	PERPIGNAN	Construction d'un bâtiment de l'UFR des STAPS	Université de Perpignan	J	Delord
18/12	SAINT-PALAIS	Construction/réhabilitation d'écoles	Ville de Saint-Palais	J	Lajus
19/12	PORNIC	Création de locaux communautaires	CC de Pornic	S	Dubois
20/12	PERPIGNAN	Création d'un accueil au palais des Rois de Majorque	Conseil Général des Pyrénées Orientales	J	Grino

Les relations avec le secteur professionnel

La MIQCP participe aux congrès et assemblées générales de diverses institutions, associations et organisations professionnelles. C'est l'opportunité de rappeler et d'expliquer ses actions, de faire le point sur les évolutions en cours et d'échanger informations et points de vue sur les thèmes d'actualité avec les professionnels concernés.

Les congrès professionnels

- Assemblée Générale du **Syndicat des Programmistes en Architecture et Aménagement (SYPA)** le 26 janvier 2007 à Paris. La MIQCP a présenté le nouveau Code des Marchés Publics et plus spécialement les procédures adaptées.
- Congrès de l'**Union Nationale des Economistes de la Construction et des Coordonnateurs (UNTEC)** les 18 et 19 avril 2007 à Poitiers.
- La Mission a participé à un forum avec l'**Ordre des Architectes**, l'**UNTEC** et des maîtres d'ouvrage (**Ville de Poitiers** et **CHU de Poitiers**) sur le thème « Maîtrise d'ouvrage publique et maîtrise d'œuvre : vers un dialogue constructif ? », « Le code encourage-t-il la maîtrise d'ouvrage à s'intéresser plus à la qualité du processus de construction ? », « Les MAPA, les PPP : liberté ou menaces ? ».
- Congrès des architectes de l'**Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes (UNSFA)** : le 30 novembre 2007 la Mission a participé à un atelier débat sur le thème « La concurrence : comment choisir un architecte ? » avec deux maîtres d'ouvrage de la région Centre.
- Colloque « 30 ans de la loi sur l'architecture ... et après ? » de la **Fédération Nationale des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (FNCAUE)** les 19 et 20 novembre 2007.

La Mission a participé à une table ronde sur le thème « De l'Architecture comme expression de la culture à une culture du développement durable ».

- **Chambre de l'Ingénierie et du Conseil de France (CICF)** : journées de la CICF les 29, 30 et 31 mars 2007 à Toulouse.

A l'occasion de la journée technique CICF Construction du 29 mars 2007 la Mission a co-animé un atelier portant sur une analyse des différentes phases d'un projet de construction en abordant les montages classiques, les montages en conception-réalisation et en partenariat public-privé.

Autres colloques

- **Centre Interrégional de formation professionnelle (CIFP) d'Arras et le CETE Nord - Picardie** : « Une voirie pour tous » dans le cadre des rencontres Développement Durable de l'Interrégion (29 mars 2007) : l'objet de ces rencontres est d'inviter les acteurs de l'aménagement de la région au partage de bonnes pratiques et à la capitalisation des retours d'expériences. Invitée au débat, la MIQCP a témoigné sur les conditions de qualité pour une démarche de projet inscrivant les espaces publics dans une perspective durable, à l'occasion de la présentation de la charte des espaces publics mise en œuvre par Lille Métropole Communauté Urbaine.
- **Colloque Plan, Urbanisme, Construction et Architecture (PUCA)/ Réseau Activités et Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme (RAMAU)** : à l'heure où les partenariats public-privé prennent leur essor en France, l'atelier international « Evaluer les PPP en Europe » à Institut National de l'Histoire de l'Art le 29 novembre 2007, a réuni chercheurs et professionnels européens afin de confronter leurs analyses et expériences. Les questions ont porté sur l'impact de ces nouveaux types de contrats en terme de qualité des bâtiments et des services, et l'impact sur la commande et le projet. Dans ce cadre, la MIQCP a mis à la disposition des participants les études qu'elle a menées depuis 2003 avec le Centre de Recherche sur l'Habitat de l'Ecole d'Architecture Paris-Val-de-Seine (CRH-CRESSAC) sur le développement des PFI en Grande-Bretagne.

Les rencontres internationales

- Sous la conduite de la DAEI, le MEEDDAT a accueilli le 15 mai 2007 une **délégation biélorusse**, intéressée par la politique de construction en France; la MIQCP a présenté à cette occasion ses réflexions sur les conditions de mise en œuvre de la qualité dans les constructions publiques, complétées par la distribution de quelques documents méthodologiques.
- **L'Ordre des architectes flamands** (Belgique) a consulté la MIQCP le 12 novembre 2007 sur ses analyses des processus PPP appliqués à la construction pour alimenter des groupes de réflexion et propositions au niveau national belge.
- La Mission a reçu une **délégation de maîtres d'ouvrage finlandais** pour leur présenter les pratiques françaises en matière de conduite de projet et de choix des maîtres d'œuvre en application des directives européennes. Ils ont été particulièrement intéressés par la

procédure négociée spécifique de maîtrise d'œuvre de l'article 74 du code des marchés publics.

Conseils approfondis à la maîtrise d'ouvrage

Certains maîtres d'ouvrages, préalablement au lancement d'opérations particulières, tiennent à rencontrer la MIQCP pour évoquer leurs aspects méthodologiques ou juridiques. La liste ci-dessous n'est, bien sûr, non exhaustive, mais elle permet d'illustrer les relations qu'entretient la Mission avec les maîtres d'ouvrage.

- **Ville de Lille**

La Mission a rencontré la commission d'appel d'offres de la Mairie de Lille le 17 janvier 2007 pour expliquer le fonctionnement des jurys (dont la CAO fait partie) dans les procédures d'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre notamment pour le concours ;

- **Préfecture de Police de Paris**

La Mission a participé le 25 janvier 2007 à une rencontre avec le Service des Affaires Immobilières.

Cette journée d'échanges a porté sur les innovations du code de 2006 et plus spécialement sur les marchés de définition, la conception-réalisation, le dialogue compétitif, les groupements de commande ;

- **Etablissement de maîtrise d'ouvrage de la Justice**

La Mission a pu échanger sur les résultats du concours d'idées concernant la construction du Palais de Justice de Paris sur le site de Tolbiac.

Elle a également apporté ses conseils pour la passation de marchés de maîtrise d'œuvre des opérations de Palais de Justice, notamment localisés dans des monuments historiques (Palais de justice de Laon) ;

- **Conseil Général de l'Aube**

La Mission a été interrogée sur l'opportunité de relancer et dans quelles conditions un concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension de l'Hôtel du Département à Troyes alors que le projet lauréat d'un premier concours faisait l'objet d'un contentieux ;

- **Ville de Boulogne-Billancourt**

Echanges sur la procédure de concours et ses difficultés ;

- **Ville d'Argenteuil**

Mise en place d'un accord-cadre pour la dévolution des marchés de maîtrise d'œuvre sur le périmètre d'investigation de la rénovation urbaine (ANRU) ;

- **Communauté d'Agglomération de Plaine-Commune**

Conseil sur l'opération de construction du centre aquatique olympique d'Aubervilliers, opération mixte avec la construction séparée de bureaux par des promoteurs au sein d'une même opération urbaine.

- **Cité des Sciences et de l'Industrie de La Villette**
Conseil sur l'organisation d'une procédure de marchés de définition en vue de la rénovation des espaces d'accueil de la Cité des Sciences ;
- **Fédération des Sociétés d'Economie Mixte**
Rencontre avec le Club Aménagement le 29 septembre 2007 sur les marchés de maîtrise d'œuvre urbaine : marché de définition et accord cadre ;
- **Syndicat Mixte de l'Arbois**
Dans le cadre de l'Europôle de l'Arbois, il est prévu le développement d'une plate-forme technologique. Pour mener ce projet emblématique, il a été envisagé de choisir le maître d'œuvre par une procédure de marchés de définition, puis les entreprises par une procédure de dialogue compétitif après consultation de la Mission sur le choix de la procédure ;
- **Délégation à l'action foncière du MEEDDAT**
Dans la phase préparatoire de l'opération de construction du nouveau ministère, la MIQCP est invitée à participer à deux groupes de travail (programmation architecturale et technique / juridique et financier) ;
- **Canal Seine-Nord**
Réflexion avec le mandataire (AREP) puis avec Voies Navigables de France (VNF) pour la mise en œuvre d'un Partenariat Public-Privé (PPP) : consultation des groupements en dialogue compétitif, à la fois sur l'ensemble du projet d'infrastructure et d'aménagement du territoire, et sur plusieurs ouvrages emblématiques du réseau ;
- **EPARECA (Etablissement Public d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux)**
Après la visite de son Directeur, la MIQCP s'est rendue à une réunion d'échanges avec les services de l'EPARECA. Ils ont porté sur les aspects juridiques de la commande et ont été le point de départ d'un rapprochement entre les services juridiques.
- **Conseil Général de la Meuse**
Aide à la mise en place de marchés de définition simultanés pour la mise en valeur de la voie sacrée;
- **Communauté Urbaine de Tours**
Mise en place de marchés de définition.

Les évolutions du contexte réglementaire de la commande publique mobilisent l'ensemble des énergies de la MIQCP pour informer et former les services des maîtres d'ouvrage aux procédures de commande publique. Mais au-delà des "procédures", la MIQCP insiste toujours sur le fait que seule une "culture de la commande", la réflexion préalable sur les "processus" de commande, menée par les maîtres d'ouvrage eux-mêmes et pour chaque opération, permettra la qualité finale des ouvrages publics.

Sollicitations et réponses téléphoniques

La MIOCP met, quotidiennement et en temps réel, les compétences de ses agents à disposition des professionnels qui la sollicitent sur des points précis, qu'il s'agisse de questions pratiques, d'explications de textes juridiques ou de méthodes.

La disponibilité et l'écoute attentive, de même que les conseils personnalisés ainsi dispensés, encouragent le recours à cette assistance téléphonique permanente. De plus, les sollicitations par courriels se multiplient.

En 2007, la MIOCP a répondu à plus de 2 600 appels émanant de divers services et organismes.

Ont ainsi appelé :

Communes, communautés de communes	25 %
Conseils généraux et régionaux	6 %
Universités, Ecoles, Centres de formation, secteur hospitalier	9 %
DDE, DRE	8 %
Autres organismes de l'État	10 %
CAUE	8 %
SEM, OPHLM	7 %
Prestataires privés (architectes, urbanistes, paysagistes, BET, programmistes...)	18 %
Autres (Associations, CROA, UNSFA, organismes para-publics...)	9 %

FORMATION ET SENSIBILISATION

Depuis sa création, la MIQCP consacre beaucoup de temps et d'énergie au volet «formation».

Compte-tenu de la complexité et de l'évolution permanente des textes réglementaires qui régissent la commande publique, elle est très sollicitée par les acteurs publics et professionnels de l'aménagement et de la construction qui désirent mettre à jour leurs connaissances juridiques. Ceci est l'occasion, pour la Mission interministérielle, d'insister sur les enjeux de leurs missions respectives.

Les formations sont préparées au cas par cas, en fonction des programmes pédagogiques des institutions chargées de la formation des agents des services de l'Etat ou des collectivités, ou à la demande de publics spécifiques.

La MIQCP intervient à la demande des écoles ou centres de formation liés au MEEDDAT tels que l'ENTPE (École Nationale des Travaux Publics de l'État) de Lyon, l'ENTE (Ecole Nationale des Techniciens de l'Équipement) de Valenciennes ou dans les CIPF (Centres Interrégionaux de formation professionnelle) de Paris, Toulouse et Tours. Elle participe à des stages de perfectionnement pour le compte d'organismes professionnels reconnus comme le PFE (Pont Formation Edition), Le Moniteur et l'ENACT (Bretagne, Angers, Montpellier).

En 2007, elle a, en particulier, répondu aux sollicitations des organisations professionnelles des architectes comme le GEPA (Groupe pour l'Education Permanente des Architectes), l'UNSAFA, ou la Chambre Syndicale des Architectes du Gard.

Parmi les autres organismes qui ont, ces derniers temps, fait appel à ses compétences juridiques, on peut citer des services constructeurs de certains ministères : l'Intérieur, la Santé, le MEEDDAT avec la Direction Interdépartementale des Routes d'Ile-de-France, Météo-France, l'Université d'Aix-en-Provence, L'Agence Technique pour le Développement (ATD) du Conseil Général de l'Allier, Batigère (OPHLM), Edition Formation Emploi (EFE)....

Un tableau des participations de la MIQCP est présenté dans les pages suivantes, mais on trouvera ci-après un classement thématique.

Le code des marchés publics version 2006 et la loi MOP

Ces deux thèmes ont été traités dans leur globalité, ensemble ou séparément, et ont fait l'objet de 46 interventions de la MIQCP lors de journées de formation auprès de la maîtrise d'ouvrage publique comme auprès des milieux professionnels de la maîtrise d'œuvre.

La Mission a renouvelé son offre de formation sur le code des marchés publics 2006 auprès des directeurs de toutes les Directions Régionales de l'Équipement (DRE) avec lesquelles des journées sur les versions successives du code avaient été organisées depuis 2004.

En 2007, les régions Champagne, Auvergne, Pays-de-Loire, Rhône-Alpes et les départements Nord et La Réunion ont rassemblé plusieurs centaines de maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre locaux, publics ou privés, pour comprendre les enjeux du nouveau contexte réglementaire, pour clarifier certaines règles et pour améliorer leur application.

A l'occasion de ces journées, la Mission met l'accent sur les possibilités et les souplesses offertes aux maîtres d'ouvrage dans leur choix de procédure, dans l'objectif de désigner le meilleur prestataire possible.

Le Club des Chargés du Patrimoine des Départements et Régions

La Mission a participé à une journée d'échanges sur les évolutions du code des marchés publics et sur les marchés de maîtrise d'oeuvre.

Journées de sensibilisation des élus à la qualité architecturale et urbaine des équipements publics organisées avec les CAUE

La MIQCP et la Direction de l'Architecture et du Patrimoine du ministère de la Culture continuent de soutenir l'action des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) en leur apportant une aide financière pour l'organisation de ces journées destinées aux élus.

L'attribution de ces subventions passe par une étroite coopération avec la FNCAUE.

Sept journées ont ainsi été organisées avec les CAUE des départements suivants : Rhône (Lyon), Indre (Châteauroux), Manche (Saint-Lô), Seine-Maritime (Rouen), Gard (Nîmes), Ain (Bourg-en-Bresse) et la Réunion (Saint-Denis et Saint-Pierre).

Elles ont permis aux élus et à leurs services de clarifier leurs rôles et responsabilités en matière de maîtrise d'ouvrage et d'échanger sur les questions concrètes et précises posées par la réforme du code.

La programmation des bâtiments publics et la démarche de projet

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et du Paysage de Lille propose aux étudiants de fin de cycle et aux diplômés et professionnels dans le cadre de la formation permanente, une formation à la programmation et aux modalités de choix des concepteurs : en 2007, la MIQCP a animé deux des modules proposés, en association avec des programmistes et des maîtres d'ouvrage, s'appuyant sur des exemples concrets d'opérations.

Dans le cadre de la formation continue dispensée par "Ponts Formation Edition", la MIQCP est intervenue sur trois jours en liaison avec le syndicat des programmistes (SYPA).

L' Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

L'Institut National d'Horticulture d'Angers propose une option « Ingénierie des Territoires » pour former des ingénieurs au métier d'assistant à la maîtrise d'ouvrage, dans les domaines de l'aménagement et de la gestion de l'espace à l'échelle du territoire.

Dans ce cursus, la MIQCP est intervenue pour présenter les paramètres d'une démarche de qualité pour les projets (conduite et management de projets d'équipements et d'espaces publics).

La division des Espaces Verts et du Paysage du Conseil Général du Val-de-Marne (94) réorganise son mode d'intervention autour de la fonction de maîtrise d'ouvrage.

Pour l'aider à en débattre avec ses agents, elle a fait appel à la Mission sur deux journées, afin d'évoquer le rôle des différents acteurs dans la démarche de projet, la conduite d'opération, le choix des concepteurs dans les projets urbains. L'ouvrage produit par la Mission sur « les espaces publics urbains » a servi de référence pédagogique. Le public visé était surtout constitué de chargés d'études du service Etudes et Programmation ainsi que les conducteurs d'opération du service Travaux.

La sensibilisation à la qualité architecturale

L'Institut des Sciences et Pratiques d'Education et de Formation (Université Lumière Lyon II) propose un master professionnel d'administration des établissements éducatifs pour former aux métiers de directeurs des établissements éducatifs.

La MIQCP a été invitée au cours du module « réglementation et responsabilité juridique » à sensibiliser les futurs gestionnaires à la dimension spatiale et architecturale des établissements d'éducation.

La gestion du patrimoine

Le ministère de l'Education Nationale a décidé de professionnaliser les acteurs du patrimoine universitaire dans leur fonction de maîtres d'ouvrage. Pour répondre à cet objectif, l'Ecole Supérieure de l'Education Nationale a fait appel à la Mission pour intervenir dans le cadre de la prise de fonction des responsables de la gestion du patrimoine des universités. Ont été principalement abordés la loi MOP, le code des marchés publics et les P.P.P.

La maîtrise d'ouvrage urbaine

Dans le cadre du DESS de maîtrise d'ouvrage urbaine dispensé aux étudiants par l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marne-la-Vallée et l'Institut d'Urbanisme de Paris XII-Créteil, la MIQCP a présenté les consultations urbaines et les missions de maîtrise d'œuvre urbaine.

La MIQCP a été invitée à une réunion d'échanges avec les services opérationnels de la Société d'Économie Mixte du département des Hauts-de-Seine (SEM 92). Les thèmes de la discussion ont porté sur les aspects juridiques de l'aménagement urbain, de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre urbaines.

La procédure adaptée

Une douzaine de CAUE ont souhaité des réunions d'informations et d'échanges d'expériences au sein même de leur structure pour saisir au mieux les nouveaux outils réglementaires mis à leur disposition. Un calendrier a été établi en collaboration avec la FNCAUE pour que la Mission se déplace dans toutes les régions de France et sur toute l'année.

Ces rencontres ont permis des débats et réflexions sur la base de cas concrets de la région. Les fiches Médiation 11-1 et 11-2 relatives aux spécificités des procédures adaptées en-dessous des seuils européens ont servi de supports aux discussions.

Les groupements de commandes

Le CAUE du Loiret a sollicité l'intervention de la Mission sur les conditions d'organisation d'un groupement de commandes de collectivités concernées par une opération à maîtrise d'ouvrage multiple, ceci dans le cadre du 1 % paysage lié à la construction d'une autoroute.

Le mandat et la conduite d'opération

Compte-tenu des mesures apportées par l'ordonnance du 17 juin 2004 qui modifient la loi MOP sur ce thème, la Mission a assuré trois journées de formation spécifiques, en mars, octobre et décembre, auprès du Moniteur et de Ponts Formation Edition (P.F.E.).

Il s'agissait de faire le point sur le nouveau cadre réglementaire de l'exercice d'un mandat MOP et d'identifier les implications de la réforme sur la pratique des opérateurs privés. Le guide relatif à ce sujet a été distribué à tous les participants.

Les marchés de maîtrise d'œuvre en infrastructures

Ce thème a pris de plus en plus d'importance du fait de l'externalisation de la maîtrise d'œuvre instaurée par la réforme de l'ingénierie publique au sein du MEEDDAT.

La complexité croissante des opérations et la publication du guide "Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre en ouvrages d'art" ont donné lieu à trois interventions organisées par P.F.E..

La formation des jurés de concours

Cette formation est destinée aux architectes appelés à siéger dans les jurys.

La MIQCP a mis au point une formation spécifique et rédigé le « Mémento de l'architecte consultant ». Cette brochure sert de référence, expliquant les dispositions du code, la déontologie et le rôle pédagogique essentiel de ces professionnels au sein des jurys de concours.

Une journée a été animée conjointement avec un architecte-consultant de la MIQCP au sein du Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Poitou-Charentes.

Les marchés de définition simultanés

La MIQCP est intervenue auprès de P.F.E. : la journée destinée aux acteurs de projets d'opérations complexes avait pour objectif de montrer quand et comment utiliser cette procédure, comment gérer la phase constructive de dialogue entre les équipes choisies et la maîtrise d'ouvrage. Ce sujet a été également traité à l'ENACT d'Angers.

Une journée de rencontre avec le Club Aménagement de la Fédération des Sociétés d'Économie Mixte a été organisée le 29 septembre sur les thèmes des marchés de définition et des accords cadres.

Le développement durable et le coût global

Ce sont deux concepts, étroitement liés, ont donné lieu à la rédaction de deux publications de la MIQCP : « Constructions publiques : architecture et HQE » et « Ouvrages Publics et coût global ».

Le CAUE du Loiret a sollicité la Mission pour la 2ème année consécutive dans le cadre d'un programme expérimental de formation de 12 jours sur le thème « Energie et patrimoine »

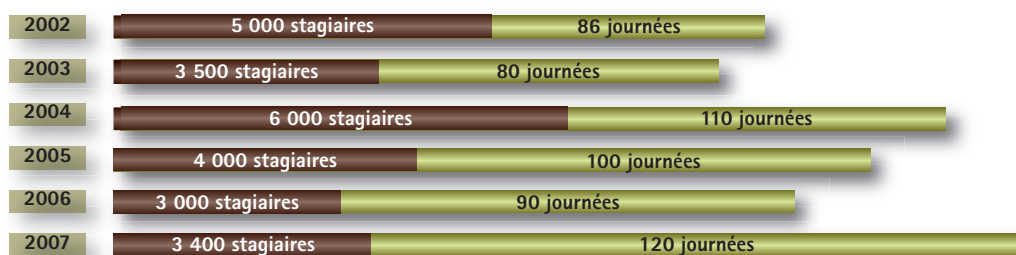
La MIQCP est intervenue auprès de P.F.E. sur « les enjeux et la définition du coût global » d'un projet de bâtiment : les enjeux économiques, techniques, qualitatifs... et la prise en compte des coûts différés. Cette session de 2 jours était destinée aux maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre pour apporter les outils nécessaires à la démarche dès l'amont du projet.

La Mission a signé une convention avec l'ENACT de Montpellier et l'Ecole Spéciale d'Architecture (ESA) qui mettent en place un dispositif innovant et original de formation « Démarche HQE, du bâtiment au quartier ». La première session a eu lieu en 2007.

La Mission a également participé, en décembre, à une table ronde post formation « HQE » à l'Ecole Nationale Supérieure de l'Architecture de la Villette.

Ainsi, pour l'ensemble des sujets abordés, l'équipe des six experts de la MIQCP (constituée de 2 ingénieurs, 2 architectes-urbanistes et 2 juristes) a animé près de cent vingt journées sur l'ensemble du territoire français auxquelles ont participé plus de 3400 personnes. C'est dire l'intérêt et surtout la confiance manifestés à l'égard de la Mission pour parfaire leurs connaissances juridiques ainsi que mettre à profit les recommandations qui leur permettront d'appliquer les textes dans des conditions optimales.

Rappelons le nombre de stagiaires formés depuis les six dernières années :



Les formations assurées en 2006

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
JANVIER				
1 - LILLE	09/01	Ecole d'Architecture de Lille	Programmation	S. Weil
2 - PARIS	16/01	E.P.A.R.E.C.A.	Commande publique	J.M. Galibourg A. Guervilly
3 - LILLE	17/01	Direction des marchés publics de la ville de Lille	Modalités d'un concours de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu G. Lamour
4 - VALENCIENNES	19-20/01	Ecole Nationale des Techniciens de l'Etat	Loi MOP - Passation des contrats de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
5 - PARIS	23/01	Ponts Formation Edition	Programmation	G. Lamour
6 - PARIS	24/01	Ponts Formation Edition	Formation des A.U.E. à la loi MOP	J. Cabanieu
7 - PARIS	25/01	Préfecture de Police de Paris	Réforme du code des marchés publics et procédures spécifiques	J. Cabanieu N. Sitruk
8 - PARIS	26/01	Syndicat des Programmistes	Procédure adaptée	J. Cabanieu A. Guervilly
9 - PARIS	30-31/01	Ponts Formation Edition	L'organisation d'un concours de maîtrise d'œuvre en BTP	J. Cabanieu G. Lamour
FEVRIER				
10 - CRETEIL	05/02	Conseil Général du Val-de-Marne Direction du Paysage	Le métier de maître d'ouvrage public - Rôle des acteurs	S. Weil
11 - TOURS	05-06/02	C.I.F.P. de Tours	La responsabilité des constructeurs	N. Sitruk
12 - PARIS	05-06/02	Le Moniteur	Les marchés de maîtrise d'œuvre et la loi MOP	J. Cabanieu G. Lamour
13 - PARIS	05-06/02	Batigère	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
14 - PARIS	20/02	C.G.P.C. / Collège «Ingénierie d'Appui Territorial»	Intervention sur les contrats de partenariat public-privé	J. Cabanieu S. Weil
MARS				
15 - LILLE	05-06/03	D.D.E. du Nord	Loi MOP	N. Sitruk
16 - CARQUEFOU	08/03	CNFPT Bretagne	Loi MOP	N. Sitruk
17 - CRETEIL	13/03	Ecole Supérieure de l'Education Nationale	Loi MOP	J. Cabanieu
18 - PARIS	13/03	Ponts Formation Edition	Conduite d'opération - Mandat	N. Sitruk
19 - RENNES	13-15/03	Ecole Nationale de la Santé Publique	Les marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
20 - ANGERS	15/03	ENACT	MOP - Code des marchés public - Marchés de définition	J.M. Galibourg
21 - CHATEAUROUX	16/03	CAUE 36 / Association des maires de l'Indre	Sensibilisation des élus au code	J. Cabanieu N. Sitruk

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
22 - PARIS	19/03	Ponts Formation Edition	Loi MOP	J. Cabanieu
23 - PARIS	21/03	Ponts Formation Edition	Marchés de définition	J. Cabanieu
24 - CRETEIL	22/03	Conseil Général du Val-de-Marne	Conduite d'opérations - Mandats	S. Weil G. Lamour
25 - CHALONS-EN-CHAMPAGNE	22/03	DRE Champagne-Ardenne	Réforme 2006 du code des MP	J. Cabanieu N. Sitruk
26 - PARIS	23/03	Club des chargés du patrimoine	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu N. Sitruk
27 - MONTPELLIER	26-27/03	ENACT	Les marchés de maîtrise d'œuvre	A. Guervilly
28 - LYON	26/03	ENTPE	Loi MOP - Marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
29 - PARIS	27/03	Ponts Formation Edition	Les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
30 - TOULOUSE	29-30/03	Chambre des Ingénieurs-Conseils de France (CICF)	Assistance maîtrise d'ouvrage Divers montages - PPPP	J. Cabanieu
AVRIL				
31 - POITIERS	18/04	UNTEC	Maîtrise d'ouvrage publique et maîtrise d'œuvre - PPP	J. Cabanieu
MAI				
32 - CRETEIL	11/05	Université de Paris-Créteil	D.E.S.S. marchés de maîtrise d'œuvre	J.M. Galibourg A. Guervilly
34 - PARIS	15/05	MEEDDAT : DAEI et DGUHC	Présentation de la MIQCP à une délégation biélorusse	S. Weil
35 - PARIS	23/05	Ponts Formation Edition	L'allotissement	N. Sitruk
36 - SAINT-ETIENNE	29-30/05	Le Moniteur	Loi MOP	N. Sitruk
37 - ROUEN	30/05	CAUE 76	Sensibilisation des élus au code des MP	J. Cabanieu
38 - VESOUL	31/05	CAUE 55	Procédure adaptée	A. Guervilly
JUIN				
39 - GRAÇAY	01/06	CAUE 18 et 36	Procédure adaptée	J. Cabanieu
40 - PARIS	04/06	Ponts Formation Edition	Les marchés de maîtrise d'œuvre en infrastructure	N. Sitruk
41 - PARIS	06/06	Pont Formation Edition	Les marchés de maîtrise d'œuvre en infrastructure : cas pratiques	G. L amour
42 - ROUEN	07/06	Club des chargés des constructions publiques	Responsabilité des constructeurs	N. Sitruk
43 - CLERMONT-FERRAND	08/06	DRE Auvergne	Le code des marchés publics	J. Cabanieu N. Sitruk
44 - PARIS	08/06	GEPA	Assistance à maîtrise d'ouvrage	A. Guervilly
45 - MONTPELLIER	13-15/06	ENACT	Le concours	J. Cabanieu G. Lamour

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
46 - CRETEIL	15/06	Université Paris 12	DESS Maîtrise Urbaine	S. Weil
47 - LILLE	18/06	CAUE 59	La procédure adaptée	J. Cabanieu
48 - ANGERS	19/06	Union régionale des CAUE Pays-de-Loire	La procédure adaptée	A. Guervilly
49 - PARIS	21-22/06	Le Moniteur	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu G. Lamour
50 - STRASBOURG	27/06	CAUE 67	La procédure adaptée	J. Cabanieu
JUILLET				
51 - MARSEILLE	03/07	Université d'Aix-Marseille	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu A. Guervilly
52 - PARIS	05/07	Architecture Studio	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu
53 - LYON	06/07	DRE Rhône-Alpes	Loi MOP	G. Lamour
SEPTEMBRE				
54 - PARIS	10/09	Ecole d'architecture de Paris-Belleville	Habilitation à la maîtrise d'œuvre	J.M. Galibourg
55 - PARIS	11-13/09	Ponts Formation Edition	La programmation	G. Lamour
56 - BAR-LE-DUC	11/09	CAUE 55	La procédure adaptée	A. Guervilly
57 - MOLIETS	12-14/09	CIFP (Jonction)	Les marchés de maîtrise d'œuvre	A. Guervilly
58 - LYON	14/09	CAUE de Saône-et-Loire, Auvergne, Bourgogne et Rhône-Alpes	La procédure adaptée	J. Cabanieu
59 - PARIS	17/09	CIFP de Paris	La responsabilité des constructeurs	N. Sitruk
60 - CHARTRES	20/09	Chartres Métropole	Les marchés de maîtrise d'œuvre	A. Guervilly G. Lamour
61 - VALENCIENNES	19/09	ENTE	Les marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
62 - TOURS	21/09	Communauté d'Agglomération	Marchés de définition - Projet urbain	J.M. Galibourg
63 - TOULOUSE	25/09	CAUE de Midi-Pyrénées	La procédure adaptée	J. Cabanieu A. Guervilly
64 - PARIS	25/09	Ministère de l'Intérieur - Division des affaires immobilières	Marchés de maîtrise d'œuvre en réhabilitation de bâtiment	G. Lamour N. Sitruk
65 - LYON	27/09	CAUE - CNFPT - ENACT	Elus : la réforme du code des MP	J. Cabanieu N. Sitruk
66 - PARIS	28/09	Fédération nationale des SEM	Les marchés de définition	J. Cabanieu J.M. Galibourg N. Sitruk
OCTOBRE				
67 - PARIS	01-04/10	CIFP de Paris	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
68 - PARIS	02/10	Ponts Formation Edition	Les marchés de maîtrise d'œuvre et infrastructure	N. Sitruk
69 - MONTPELLIER	02/10	CAUE de Midi-Pyrénées	La procédure adaptée	J. Cabanieu

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
70 - ANNECY	03/10	CAUE Haute-Savoie et CNFPT	La procédure adaptée	G. Lamour
71 - PARIS	05/10	Le Moniteur	Loi MOP - Conduite d'opération - Mandats	N. Sitruk
72 - MONTPELLIER	08-09/10	ENACT	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
73 - PARIS	08-09/10	Le Moniteur	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu G. Lamour
74 - PARIS	11-12/10	Edition Formation Entreprises (EFE)	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
75 - PARIS	15/10	Ponts Formation Edition	La responsabilité des constructeurs	N. Sitruk
76 - LYON	17/10	INRP (Université Lyon 2)	Démarche de projet - Qualité architecturale pour cadres de l'enseignement	S. Weil
77 - TOURS	18-19/10	CIFP de Tours	Les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
78 - NÎMES	22/10	Syndicat régional des architectes du Gard	Les marchés de maîtrise d'œuvre	A. Guervilly
79 - NÎMES	23/10	CAUE du Gard	Les marchés de maîtrise d'œuvre	A. Guervilly
80 - SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION	29/10	DDE - CAUE de la Réunion	Réforme du codes des marchés publics pour les collectivités	J. Cabanieu N. Sitruk
81 - SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION	30/10	DDE de la Réunion	Les pratiques d'application du code des marchés publics	J. Cabanieu N. Sitruk
82 - SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION	30/10	CAUE de la Réunion	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu N. Sitruk
83 - SAINT-PIERRE-DE-LA-REUNION	31/10	DDE - CAUE de la Réunion	Réforme du codes des marchés publics pour les collectivités	J. Cabanieu N. Sitruk
NOVEMBRE				
84 - SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION	02/11	DDE de la Réunion - Hôpital de Bel-lepierre	Mandat - Conduite d'opération	J. Cabanieu N. Sitruk
85 - NANTES	06/11	DRE / AMF / CAUE Pays-de-Loire	Réforme du code des MP	J. Cabanieu N. Sitruk
86 - MONTPELLIER	06/11	ENACT	Maîtrise d'ouvrage en matière d'ouvrage d'art	G. Lamour
87 - PARIS	07/11	MCC/Direction des Musées de France	Réforme du code des MP	J. Cabanieu S. Weil
88 - PARIS	07/11	Météo France	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
89 - POITIERS	09/11	CROA de Poitou-Charentes	Les jurés de concours	G. Lamour V. Berlottier
90 - BEAUNE-LA-ROLANDE	15/11	CAUE du Loiret	Le groupement de commandes	J. Cabanieu
91 - PARIS	19/11	Ponts Formation Edition	Les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
92 - PARIS	19/11	Institut de formation et de pédagogie finlandais et matière immobilière	La qualité des constructions publiques en France	J. Cabanieu

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
93 - PARIS	20/11	Ecole Supérieure de l'Education Nationale	Gestion du patrimoine immobilier	J. Cabanieu
94 - PARIS	20/11	Ministère de la Culture - DAPA	Cercle de parrainage «NAJA»	S. Weil
95 - PARIS	21/11	Ecole Supérieure de l'Education Nationale	Les partenariats public-privé	J. Cabanieu
96 - PARIS	21/11	Ecole Supérieure de l'Education Nationale	Responsabilité et assurance construction	N. Sitruk
97 - LILLE	23/11	Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et du Paysage (ENSALP)	HMO - Loi MOP - Code des MP	J.M. Galibourg
98 - MARNE-LA-VALLEE	26/11	Ecole d'Architecture	DSA «Projet urbain»	J.M. Galibourg
99 - ANGERS	27/11	Institu National d'Horticulture	Qualité architecturale et assistance à maîtrise d'ouvrage	S. Weil
100 - PARIS	28/11	Ponts Formation Edition	Coût global	J.M. Galibourg
101 - ORLEANS	30/11	UNSAFA	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu

DECEMBRE

102 - ORLEANS	03/12	CAUE du Loiret	Le dialogue compétitif	J. Cabanieu
103 - PARIS	04/12	Ponts Formation Edition	Assistance à maîtrise d'ouvrage	N. Sitruk
104 - MOULINS	05-06/12	Agence technique départementale (Conseil Général de l'Allier)	Les marchés de maîtrise d'œuvre	A. Guervilly
105 - LILLE	07/12	ENSALP	Programmation des espaces publics	S. Weil
106 - PARIS	10-11/12	Direction interministérielle des routes d'Ile-de-France	Les marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
107 - BORDEAUX	11/12	URCAUE d'Aquitaine	La procédure adaptée	J. Cabanieu
108 - BOURG-EN-BRESSE	13/12	CAUE de l'Ain	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu
109 - PARIS	19/12	GEPA	Assistance à maîtrise d'ouvrage	A. Guervilly
110 - PARIS	19/12	FNCAUE	Intervention table ronde	J. Cabanieu

INFORMATION

La MIQCP édite, en tant que supports d'informations et de recommandations, des ouvrages divers. Elle s'attache à actualiser ses publications au fil des évolutions législatives et réglementaires, et à les mettre à la disposition de tous, notamment via son site Internet : www.archi.fr/MIQCP. Elles sont toujours issues de l'observation des pratiques et de la concertation avec les partenaires concernés.

Guide sur les contrats de maîtrise d'œuvre

Le site Inter-
net
[www.archi.fr/
MIQCP](http://www.archi.fr/MIQCP)

Les publications



Le guide « Les contrats de maîtrise d'œuvre », a été édité et diffusé au cours de l'année 2006.

La fréquentation du site poursuit sa progression, passant de 83 000 visites en 2006 à 92 000 visites en 2007.



Mis à part les ouvrages diffusés par les éditeurs, les publications suivantes sont disponibles gracieusement auprès de la MIQCP en adressant une télécopie au 01 40 81 23 78 ou un courriel à miqcp@developpement-durable.gouv.fr. Elles sont également téléchargeables sur le site de la MIQCP : www.archi.fr/MIQCP

■ OUVRAGES GRATUITS DIFFUSES PAR LA MIQCP

LES CONTRATS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE URBAINE

PARIS, MIQCP, avril 2007 - 104 p.

GUIDE DES MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS POUR LE CHOIX D'UN CONDUCTEUR D'OPERATION OU D'UN MANDATAIRE

Paris, MIQCP, septembre 2006 - 134 p.

OUVRAGES PUBLICS ET COÛT GLOBAL

Paris, MIQCP, janvier 2006 - 100 p.

CONSTRUCTIONS PUBLIQUES : ARCHITECTURE ET "HQE"

Paris, MIQCP, avril 2003 - 83 p.

LES ESPACES PUBLICS URBAINS : RECOMMANDATIONS POUR UNE DÉMARCHE DE PROJET

Paris, MIQCP, novembre 2001 - 172 p.

LA METHODE DES MARCHES DE DEFINITION SIMULTANÉS

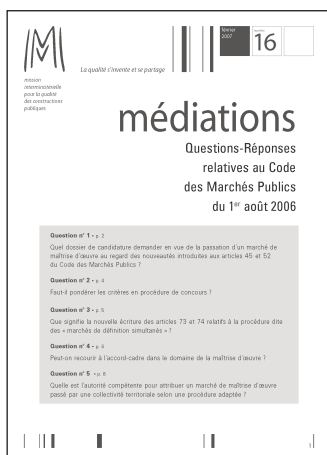
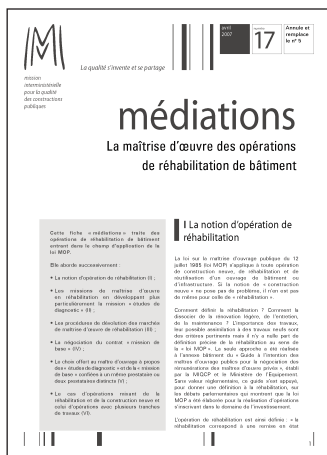
Paris, MIQCP, juin 2001 - 84 p. (existe en anglais)

LA QUALITE DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

Paris, MIQCP, décembre 1999 - 68 p.

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT : LA MAITRISE D'ŒUVRE

Paris, MIQCP, décembre 1998 - 60 p.



LA SELECTION DES CANDIDATURES

2^e éd. – Paris, MIQCP, décembre 1998 – 45 p. – (1^{ère} éd. en 1996)

CONSTRUCTIONS PUBLIQUES, LE PRIX DES CONCOURS

Paris, MIQCP, novembre 1996 – 43 p.

■ LES ETUDES ET DOCUMENTS GENERAUX

EVOLUTION DE LA POLITIQUE PFI CONCERNANT LES BÂTIMENTS PUBLICS EN GRANDE-BRETAGNE

COMPLÉMENT D'ENQUÊTE, MIQCP / Ecole d'Architecture de Paris Val-de-Seine, septembre 2006.

LE DEVELOPPEMENT DE LA PROCEDURE DE PPP/PFI EN GRANDE-BRETAGNE

MIQCP / Ecole d'Architecture de Paris Val-de-Seine, novembre 2003.

LA DEVOLUTION DES MARCHES DE MAITRISE D'ŒUVRE EN EUROPE

(Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni)
Paris, MIQCP / DAPA – École d'Architecture de Paris-Val de Seine, octobre 2002 (existe en anglais).

PRESENTATION D'UNE DEMARCHE DE «WORKSHOP» INTERNATIONAL : LE «PROJEKT-EWALD» MENÉ PAR LA VILLE DE HERTEN DU 19 AU 25 JANVIER 2002

Comprendre les pratiques européennes MIQCP /DAPA, novembre 2002. Document provisoire.

LA COMMANDE PUBLIQUE DE MAITRISE D'ŒUVRE À TRAVERS LA JURISPRUDENCE

Paris, MIQCP, janvier 2000.

LES CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE DANS L'UNION EUROPEENNE

Paris, MIQCP / DAPA – École d'Architecture de Paris-Val de Seine, décembre 1998 (existe en anglais).

MEMENTO DE L'ARCHITECTE CONSULTANT

Paris, MIQCP, janvier 2005.

■ LES FICHES MEDIATIONS

17. La maîtrise d'œuvre des opérations de réhabilitation de bâtiments – Avril 2007

16. Questions-Réponses relatives au code des marchés publics du 1^{er} août 2006 – Février 2007

11-2. En procédure adaptée, comment choisir une maîtrise d'œuvre à partir d'une «intention architecturale»? – Janvier 2007 (document d'étude provisoire uniquement disponible sur demande)

11-1. Quelles procédures adaptées pour la passation des marchés de maîtrise d'œuvre en dessous des seuils européens ? – Décembre 2006

15. Opération à maîtrise d'ouvrage multiple – Septembre 2006

14-1. Le concours de maîtrise d'œuvre – Septembre 2006

12-1. La procédure négociée spécifique à la maîtrise d'œuvre (Code 2006) – Septembre 2006

13. Recommandations pour l'application des règles du Code des Marchés Publics de 2004 et notamment celles introduites sur l'anonymat des concours par décret n°2004-1298 du 26 novembre 2004 – Décembre 2004

10. Le Code des Marchés Publics de 2004 – Présentation des articles concernant la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre – Janvier 2004

9. Recommandations pour l'application des règles du nouveau code des marchés publics (décret du 7 mars 2001) en matière de maîtrise d'œuvre

8. Maîtrise d'œuvre : procédure négociée spécifique (Code 2001)

7. La maîtrise d'œuvre dans le nouveau Code des Marchés Publics (2001)

6. Recommandations pour l'application des nouvelles règles des concours de maîtrise d'œuvre

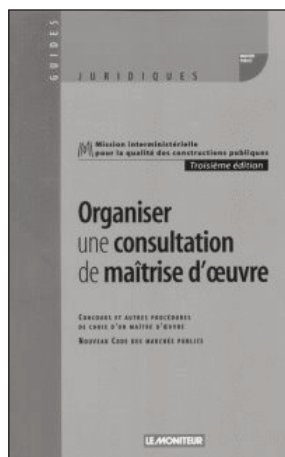
5. Opérations de réhabilitation

4. Champ d'application de la loi MOP

3. Application de la loi MOP et concours de maîtrise d'œuvre

2. Application de la loi MOP : contenu de l'élément de mission projet, dossiers quantitatifs

1. Application de la loi MOP : engagement du maître d'œuvre et taux de tolérance



■ ET UN FILM

LE CONCOURS AU SERVICE DE LA QUALITÉ ARCHITECTURALE

Présenté à Washington, le 7 décembre 1993 – Paris, MIQCP, 1993 – 22mn 15s, vhs secam pour la version française remise à jour en 1999 ; vhs pal et ntsc pour les versions anglaise et espagnole, ntsc pour la version américaine. (existe en versions italienne et chinoise)

■ OUVRAGES PAYANTS DIFFUSES PAR LES EDETEURS

ORGANISER UNE CONSULTATION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

3^e éd. – Paris, Editions du Moniteur, mars 2003 – 231 p. – 42 €.

PROGRAMMATION DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

2^e éd. – Paris, Editions du Moniteur, – juin 2001 – 156 p. – 39 €.

GUIDE À L'INTENTION DES MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS POUR LA NÉGOCIATION DES RÉMUNÉRATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Paris, Editions du Journal officiel, 2008 – 132 p. – 5,80 €

(en vente à la Documentation Française, 29 quai Voltaire, Paris 7^e ; paru au Moniteur des Travaux Publics, cahier détachable, n° 4729 bis, 15 juillet 1994.- pp., 205-224)

INTÉGRER LA QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE DANS LES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

Paris, MIQCP, Association pour la haute qualité environnementale des bâtiments,

Plan construction et architecture, mai 1998 – 143 p. – 10 €.

(en vente au CSTB ; Vente des publications BP n°2 – 77421 Marne la Vallée Cedex 2)



L'équipe



Jacques CABANIEU
Secrétaire général
Ingénieur général des Ponts
et Chaussées
01 40 81 23 32
jacquescabanieu@developpement-durable.gouv.fr



Jean-Marie GALIBOURG
Secrétaire général adjoint
Architecte urbaniste en chef de l'État
01 40 81 23 34
jean-marie.galibourg@developpement-durable.gouv.fr



Sylvie WEIL
Chargée de mission auprès du
secrétaire général
Architecte urbaniste en chef de l'État
01 40 81 23 72
sylvie.weil@developpement-durable.gouv.fr



Gérard LAMOUR
Conseil aux maîtres d'ouvrage
Ingénieur des TPE
01 40 81 23 43
gerard.lamour@developpement-durable.gouv.fr



Nicole SITRUK
Conseil et expertise juridiques
01 40 81 23 41
nicole.sitruk@developpement-durable.gouv.fr



Anaïs GUERVILLY
Conseil et expertise juridiques
01 40 81 23 33
anaïs.guervilly@developpement-durable.gouv.fr



Sylvette FARGETTE
Chargée de formation
01 40 81 23 56
sylvette.fargette@developpement-durable.gouv.fr



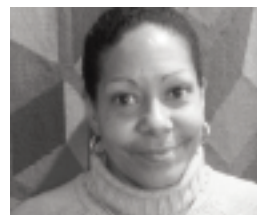
Franck VERCRUYSE
Responsable de la communication
01 40 81 23 42
franck.vercruyse@developpement-durable.gouv.fr



Thierry ACHARD
Comptabilité, budget,
coordination des consultants
01 40 81 23 36
thierry.achard@developpement-durable.gouv.fr



Barbara BURNOT
Secrétariat
01 40 81 23 30 ou 23 51
barbara.burnot@developpement-durable.gouv.fr



Marie-José DONGAR
Secrétariat
01 40 81 23 50
marie-josedongar@developpement-durable.gouv.fr

Décret n° 77-1167 du 20 octobre 1977 portant création d'une Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques.

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de la culture et de l'environnement, (...)

décète :

Art. 1^{er} - Il est créé une mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques chargée de favoriser l'amélioration de la qualité architecturale des bâtiments édifiés pour le compte des collectivités publiques.

Cette mission est placée auprès du ministre chargé de l'architecture.

Art. 2 - La mission assure une tâche de coordination, d'impulsion et d'information, en liaison avec l'ensemble des administrations de l'Etat, des établissements publics de l'Etat et des sociétés nationales. Elle peut assumer des missions de même nature en accord avec les collectivités locales, leurs établissements publics et les professions intéressées. (...)

Elle conduit, directement ou indirectement, des actions de formations de maîtres d'ouvrage publics. (...)

Art. 3 - Le ministre chargé de l'architecture saisit le Premier ministre des mesures proposées par la Mission et susceptibles de favoriser la qualité architecturale des constructions publiques. (...)

Fait à Paris, le 20 octobre 1977



mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques

Arche Sud
92055 La Défense Cedex
Téléphone : 01 40 81 23 30
Fax : 01 40 81 23 78
www.archi.fr/MIQCP



Ministère
Culture
communication